

La fronde des chercheurs contre le gouvernement s'amplifie

LE MONDE | 12.01.04 | 14h04

Plus de 4 600 scientifiques ont déjà signé la pétition électronique.

Le mouvement de contestation des chercheurs français continue de gagner du terrain. La liste des signataires de la pétition "Sauvons la recherche !", lancée sur Internet mercredi 7 janvier, s'est encore allongée durant le week-end. Lundi 12 janvier au matin, ils étaient plus de 4 600 à avoir signé cet appel, dans lequel des directeurs d'unités et d'équipes menacent de démissionner collectivement de leurs fonctions de direction si leurs demandes ne sont pas satisfaites "dans le délai d'urgence" qu'exige "le traitement de la crise" que traverse la recherche publique (Le Monde daté 11-12 janvier).

Les pétitionnaires demandent, en particulier, que "les sommes dues aux organismes (dotations 2002 toujours non versées) leur soient immédiatement versées" et que "le nombre de possibilités d'embauche proposées aux jeunes chercheurs pour les concours 2004 soit significativement augmenté".

Au cours du week-end, les soutiens se sont multipliés. Claude Allègre, ancien ministre socialiste de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie dans le gouvernement de Lionel Jospin, aujourd'hui professeur à l'Institut universitaire de France, a jugé "catastrophique" la situation de la recherche française. "J'envisage sérieusement de partir travailler en Amérique. Je le ferai au moins six mois par an, a-t-il déclaré sur France-Inter. Nous ne pouvons plus travailler, je tiens les jeunes chercheurs à bout de bras. On est complètement au bout du rouleau financièrement. Dans mon propre labo, j'ai touché un tiers des crédits de l'année." M. Allègre a rendu le président de la République responsable de cette situation : "Je voudrais qu'on exonère ce pauvre Raffarin (...). Le responsable, c'est Chirac. Le président de la République a décidé qu'il préférerait donner de l'argent aux marchands de canon plutôt qu'aux chercheurs."

"IL PROMET COMME IL RESPIRE"

L'ancien premier ministre socialiste Laurent Fabius a vivement pris à partie le chef de l'Etat. Alors que celui-ci a annoncé une nouvelle loi d'orientation de la recherche, M. Fabius a déclaré, sur Radio J : "Jacques Chirac promet comme il respire et s'engage à faire exactement le contraire de ce qu'il a fait jusqu'ici." La ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies, Claudie Haigneré, a tenté d'apaiser la colère des chercheurs, en se disant "à l'écoute" des pétitionnaires : "C'est un mouvement important et nous sommes non seulement complètement à l'écoute et mobilisés, mais nous sommes dans l'action. Beaucoup de choses qu'on a entendues veulent faire croire que la recherche n'est pas une priorité d'un gouvernement de droite. C'est tout à fait faux."

La ministre, qui reconnaît que "l'année 2003 a été difficile" pour le secteur dont elle est chargée, souligne que les crédits affectés à la recherche dans la loi de finances 2004 sont en augmentation de 3,9 %. Cette hausse prend en compte la création d'un "Fonds des priorités de recherche" de 150 millions d'euros, qui doit être alimenté par les recettes des privatisations. Le budget civil de recherche et de développement en tant que tel progresse, à périmètre constant, de 2,2 %, cette